

Gelet op het feit dat de zelfstandigen die hun zelfstandige activiteit in de maand juni 2020 gedwongen moeten onderbreken naar aanleiding van COVID-19, de tijdelijke crisismaatregel overbruggingsrecht eveneens in juni 2020 moeten kunnen genieten, wordt deze maatregel verlengd voor alle onderbrekingen tot en met 30 juni 2020;

Gelet op het feit dat de sociale verzekeringsfondsen en de administratie de zelfstandigen zeer snel moeten kunnen informeren over de aangenomen maatregel en zeer snel de nodige beslissingen over het overbruggingsrecht moeten kunnen nemen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6, § 1, 2° tot en met 4°, van de wet van 23 maart 2020 tot wijziging van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en tot invoering van tijdelijke maatregelen in het kader van COVID-19 ten gunste van zelfstandigen, worden de woorden "in de periode van 1 maart 2020 tot en met 31 mei 2020" telkens vervangen door de woorden "in de periode van 1 maart 2020 tot en met 30 juni 2020".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 31 mei 2020.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 mei 2020.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Zelfstandigen,
D. DUCARME

Vu le fait que les travailleurs indépendants qui sont contraints à interrompre leur activité indépendante au mois de juin 2020 en raison du COVID-19, devraient également pouvoir bénéficier de la mesure temporaire de crise de droit passerelle en juin 2020, cette mesure est prolongée pour toutes les interruptions jusqu'au 30 juin 2020 ;

Vu le fait que les caisses d'assurances sociales et l'administration doivent pouvoir informer très rapidement les indépendants de la mesure adoptée et doivent pouvoir très rapidement prendre les décisions nécessaires concernant le droit passerelle.

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants et de l'avis des Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 6, § 1, 2° à 4° inclus, de la loi du 23 mars 2020 modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et introduisant les mesures temporaires dans le cadre du COVID-19 en faveur des travailleurs indépendants, les mots « pendant la période du 1^{er} mars 2020 au 31 mai 2020 inclus » sont chaque fois remplacés par les mots « pendant la période du 1^{er} mars 2020 au 30 juin 2020 inclus ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 mai 2020.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Indépendants,
D. DUCARME

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30910]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2009 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2009

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2009, s'élèvent à 73.900.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 68.846.523,37 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 5.053.476,63 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2009 s'élèvent à 72.335.284,14 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2009, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de + 75.031.309,00 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2009 à 147.366.593,14 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,27, 39,40,et 47 du décret du 12 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2009 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2009 s'élèvent à 70.348.674,53 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2009 à 77.017.918,61 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2009 à la somme de 7.992.881.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.992.806.000
- recettes fiscales et générales en capital :	75.000

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2009 s'élèvent à 7.997.088.491,20 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4). Ce montant se décompose de la manière suivante : (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.997.012.072,62
- recettes fiscales et générales en capital :	76.418,58

Art. 9. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6) (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2010 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2009 ont accordé 8.354.668.000 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2). (en euros)

Crédits d'ordonnement	59.069.000
Crédits non dissociés	8.295.599.000

Art. 11. Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 207.844.702,67 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	207.844.702,67

Art. 12. - En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2009 s'élève à 8.562.512.702,67 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit : (en euros)

Crédits d'ordonnement	59.069.000
Crédits non dissociés	8.503.443.702,67

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 13. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2009 se montent à 8.280.733.265,80 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnancement	16.768.449,93	38.177.959,55	54.946.409,48
Crédits non dissociés	122.752.211,57	8.103.034.644,75	8.225.786.856,32
total	139.520.661,50	8.141.212.604,30	8.280.733.265,80

Art. 14. De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 8.280.733.265,80 euros dont :

Crédits d'ordonnancement	54.946.409,48
Crédits non dissociés	8.225.786.856,32

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

Art. 15. Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits

Art. 16. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2009 de 281.779.436,87 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnancement	4.122.590,52
Crédits non dissociés	277.656.846,35

Art. 17. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2009 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 54.648.483,46 euros dont :

Crédits d'ordonnancement	0
Crédits non dissociés	54.648.483,46

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6, colonne 2.

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2009 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(En euros)

	Crédits d'ordonnancement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	4.122.590,52	86.433.373,89	90.555.964,41
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		245.871.955,92	245.871.955,92

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2009

Art. 19. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2009 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 7.997.088.491,20 euros

Les dépenses s'élèvent à 8.280.733.265,80 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 283.644.744,60 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 20. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2009 à 72.335.284,14 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	72.062.244,72
Recettes en capital	273.039,42

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnancement

Art. 21. Les crédits variables d'ordonnancement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2009 s'élèvent à 72.335.284,14 (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2009 étant de 81.866.595,05 euros le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 154.201.879,19 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,27, 39,40,et 47 du décret du 12 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2009 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Art. 22. Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2009 s'élèvent à 64.382.745,50 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

Art. 23. Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2009 à 89.819.133,69 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget*

Art. 24. Les décrets budgétaires de l'année 2009 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3).

Art. 25. Le solde disponible au 1^{er} janvier 2009 s'élevait à - 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été encaissée (annexe tableau 2.2.5, colonne 4)

Art. 26. Aucune dépense n'a été imputée (annexe tableau 2.2.5, colonne 5).

Il n'existe donc aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.5, colonne 6).

Art. 27. La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 0 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2009, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2009 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 28. Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2009 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : - 283.644.774,60

crédits variables : + 7.952.538,64

section particulière : 0

Total : - 275.692.235,96

DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISECHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution
des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*§ 1^{er} fixation des recettes

Art. 29. Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 436.513.402,26 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2009 s'élèvent à 517.206.707,40 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 305.135.167,15 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2009 de 822.341.874,55 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Art. 30. Les prévisions de dépenses s'élèvent à 416.102.538,06 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 461.075.753,24 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

§ 3. résultat budgétaire

Art. 31. Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 56.130.954,46 euros.

Le disponible au 31 décembre 2009 est fixé au montant de 361.266.121,31 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

• RECETTES

Les prévisions, à	63.753.941,00
Les recettes imputées, à	63.110.132,45
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	643.808,35

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	66.768.618,00
Les dépenses imputées, à	53.016.142,80

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à	10.093.989,65
- soit les recettes de l'année, de	63.110.132,45
- moins les dépenses, de	53.016.142,80

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à	0
Les recettes imputées, à	0
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	0
Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	0
Les dépenses imputées, à	0
Le montant des crédits à annuler, à	0

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	0
- soit les recettes de l'année, de	0
- moins les dépenses, de	0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

—
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 60-1. – Rapport de commission, n°60-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 60-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.

(17)

612 (2013-2014) — N° 1

ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière
- 2.2.6 Dépassements de crédits

2.2.1 - ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS			
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements		
						Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante	Crédits à annuler
Chapitre I - Services généraux	12.927.000	-	12.927.000	12.262.166,79	-	664.833,21	-	664.833,21
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	30.405.000	-	30.405.000	26.075.373,19	-	4.329.626,81	-	4.329.626,81
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	30.568.000	-	30.568.000	30.508.983,39	-	59.016,61	-	59.016,61
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GÉNÉRAL	73.900.000	-	73.900.000	68.846.523,37	-	5.053.476,63	-	5.053.476,63

(19)

612 (2013-2014) — N° 1

2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	À annuler ou à porter en susseance indéfinie	Droits reportés
Recettes courantes						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	7.992.806.000,00	7.997.012.072,62	7.997.012.072,62	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	92.793.000,00	72.062.244,72	72.062.244,72	0,00	0,00	0,00
Total recettes courantes	8.085.599.000,00	8.069.074.317,34	8.069.074.317,34	0,00	0,00	0,00
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	75.000,00	76.418,58	76.418,58	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	565.000,00	273.039,42	273.039,42	0,00	0,00	0,00
Total recettes en capital	640.000,00	349.458,00	349.458,00	0,00	0,00	0,00
Total recettes fiscales et générales	7.992.881.000,00	7.997.088.491,20	7.997.088.491,20	0,00	0,00	0,00
Total recettes affectées	93.358.000,00	72.335.284,14	72.335.284,14	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	8.086.239.000,00	8.069.423.775,34	8.069.423.775,34	0,00	0,00	0,00

612 (2013-2014) — N° 1

(20)

2.2.3 - COMPTE D'EXÉCUTION DES DÉPENSES

	ALLOCACTIONS DES CRÉDITS			SITUATION DES DÉPENSES			RÈGLEMENT DES CRÉDITS				
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits totaux	Opérations imputées Prestations des Anstalts nécessaires	Opérations imputées Prestations de l'Anstalt	Dépenses totales	Paiements effectués, justifiés ou reportés	Paiements restant à rembourser	Crédits complémen- taires (1)	Crédits reportés à l'exercice budgétaire 2009	Crédits non utilisés à annuler
I Services généraux											
a) crédits non dissociés	382.202.000,00	57.874.889,05	440.126.889,05	7.984.267,89	350.324.512,20	358.308.780,09	358.308.780,09	0,00	3.877,57	33.027.126,66	48.804.859,97
b) crédits d'ordonnement	6.422.000,00	0,00	6.422.000,00	98.035,75	6.021.781,16	6.119.816,91	6.119.816,91	0,00	0,00	0,00	302.193,09
II Culture et Affaires sociales											
a) crédits non dissociés	1.044.082.000,00	64.661.293,09	1.108.763.293,09	62.899.234,74	985.918.049,65	1.028.787.284,39	1.028.787.284,39	0,00	0,00	78.541.854,93	3.434.153,77
b) crédits d'ordonnement	23.471.000,00	0,00	23.471.000,00	14.628.647,90	7.107.324,88	21.735.972,88	21.735.972,88	0,00	0,00	0,00	1.735.027,12
III Education, Recherche et Formation											
a) crédits non dissociés	8.302.778.000,00	71.616.608,25	8.374.394.608,25	35.615.127,00	6.248.451.513,72	6.282.066.640,72	6.282.066.640,72	0,00	54.644.605,89	116.570.667,99	30.401.905,43
b) crédits d'ordonnement	29.178.000,00	0,00	29.178.000,00	2.041.766,28	25.048.653,41	27.090.619,69	27.090.619,69	0,00	0,00	0,00	2.085.380,31
IV Dette publique											
a) crédits non dissociés	155.389.000,00	13.670.870,50	169.059.870,50	9.849.675,95	135.686.589,18	145.536.244,74	145.536.244,74	0,00	0,00	19.732.212,82	3.791.612,94
V Dotations à la RIV et à la COCOF											
a) crédits non dissociés	411.088.000,00	941,78	411.088.941,78	6.433.906,38	404.654.000,00	411.087.906,38	411.087.906,38	0,00	0,00	93,62	941,78
Totaux											
a) crédits non dissociés	8.295.598.000,00	207.844.702,67	8.503.443.702,67	122.752.211,57	8.103.034.644,75	8.225.786.856,32	8.225.786.856,32	0,00	54.648.483,46	245.871.955,92	86.433.373,89
b) crédits d'ordonnement	59.069.000,00	0,00	59.069.000,00	16.768.449,93	38.177.859,55	54.946.409,48	54.946.409,48	0,00	0,00	0,00	4.122.550,52
Total général	8.354.668.000,00	207.844.702,67	8.562.512.702,67	139.520.661,50	8.141.212.604,30	8.280.733.265,80	8.280.733.265,80	0,00	54.648.483,46	245.871.955,92	90.555.964,41

(1) À affecter par le décret de règlement définitif du budget pour dépenses faites au-delà des crédits

(21)

612 (2013-2014) — N° 1

2.2.4 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			Engagements	Disponible en engagement au 31.12.2009
	Saldo reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	13.572.572,98	27.601.996,13	41.174.569,11	24.750.297,91	16.424.271,20
II Culture et Affaires sociales	18.337.260,07	36.441.924,51	54.779.184,58	33.430.240,91	21.348.943,67
III Education, Recherche et Formation	43.121.475,95	8.291.363,50	51.412.839,45	12.168.135,71	39.244.703,74
TOTAL	75.031.309,00	72.335.284,14	147.366.593,14	70.348.674,53	77.017.918,61

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			Ordonnancements	Disponible en ordonnancement au 31.12.2009
	Saldo reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	13.621.529,77	27.601.996,13	41.223.525,90	24.757.697,91	16.465.827,99
II Culture et Affaires sociales	22.280.783,64	36.441.924,51	58.722.708,15	29.057.923,95	29.664.784,20
III Education, Recherche et Formation	45.964.281,64	8.291.363,50	54.255.645,14	10.567.123,64	43.688.521,50
TOTAL	81.866.595,05	72.335.284,14	154.201.879,19	64.382.745,50	89.819.133,69

612 (2013-2014) — N° 1

(22)

2.2.5 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter à l'exercice 2010
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Solde	Au 01/01/2009	Au 31/12/2009	
				Totales	Restant à régulariser				
Éducation, Recherche et Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2.923.724,08	-2.923.724,08	-2.923.724,08
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2.923.724,08	-2.923.724,08	-2.923.724,08

(23)

612 (2013-2014) — N° 1

2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
DO 11 – Affaires générales – Secrétariat général	
<i>Programme 7 – Corps interministériel des commissaires du gouvernement</i>	
A.B. 11.04 – Rémunération du personnel autre que statutaire	3.877,57
DO 40 – Services communs, affaires générales, recherche en éducation, pilotage de l'enseignement (interréseaux) et orientation – relations internationales	
<i>Programme 9 – Discriminations positives dans l'enseignement obligatoire</i>	
A.B. 01.07 – Intervention de la Communauté française pour la réalisation d'un programme de transition professionnelle	1.474.306,97
DO 41 – Inspection de l'enseignement	
<i>Programme 1 – Subsistance Inspection – Dépenses de personnel</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	14.291,87
DO 46 – Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique	
<i>Programme 1 – Subsistance administration – Personnel de l'enseignement</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	58.029,13
A.B. 11.04 – Personnel autre que statutaire	207.545,31
DO 48 – Centres PMS	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des centres PMS</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	445.763,83
DO 51 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire	
<i>Programme 6 – Dépenses de personnel des écoles primaires</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire du primaire	4.011.765,72
A.B. 44.01 – Subventions-traitements dans le primaire	1.896.430,48
<i>Programme 8 – Lutte contre l'échec scolaire – Subventions diverses</i>	
A.B. 11.05 – Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental	2.982.330,48
DO 52 – Enseignement secondaire	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	6.758.576,46
A.B. 44.01 – Subventions-traitements	24.553.961,43
<i>Programme 9 – Discrimination positive – Divers</i>	
A.B. 01.07 – Dépenses de toute nature en relation avec le paiement du personnel et du fonctionnement du service de médiation	11.563,54
DO 53 – Enseignement spécial	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial</i>	
A.B. 43.01 – Subventions-traitements du personnel paramédical	1.366.066,89
A.B. 43.01 – Subventions-traitements du personnel pédagogique	60.154,18
A.B. 44.01 – Subventions-traitements	1.453.831,67
DO 55 – Enseignement supérieur hors universités et hautes écoles	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des hautes écoles (hors dotations)</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	144.105,90
A.B. 43.15 – Subventions-traitements	230.846,05
A.B. 44.11 – Subventions-traitements	97.574,09

<i>Programme 5-Fonctionnement des hautes écoles</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire des internats autonomes	241.448,65
<i>Programme 6-Fonctionnement des écoles d'architecture</i>	
A.B. 44.31 - Subventions-traitements des Instituts Saint-Luc	140.835,50
<i>Programme 7-Enseignement supérieur hors universités</i>	
A.B. 45.41 - Allocations familiales du personnel de l'officiel subventionné de l'enseignement supérieur hors universités	109.000,00
A.B. 01.01 - Commissaires et délégués du gouvernement	24.566,48
DO 56-Enseignement de promotion sociale	
<i>Programme 4-Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	1.609.271,58
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	10.262,39
A.B. 43.01 - Subventions-traitements	4.326.909,23
A.B. 44.01 - Subventions-traitements	2.347.494,54
<i>Programme 6-Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi</i>	
A.B. 11.05 - Rémunérations agents contractuels subventionnés	67.673,52
TOTAL	54.648.483,46

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30910]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2009 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
**EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
 BEGROTINGSJAAR 2009**

HOOFDSTUK I. — Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2009, bedragen 73.900.000 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 2)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 68.846.523,37 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 5)

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 5.053.476,63 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 4. De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2009 bedragen 72.335.284,14 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2009, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, 75.031.309,00 euro bedroeg (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2009 147.366.593,14 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 39, 40 en 47 van het decreet van 12 december 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2009 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2009 bedragen 70.348.674,53 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5)

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2009 77.017.918,61 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2009 een som van 7.992.881.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	7.992.806.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	75.000

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2009 bedragen 7.997.088.491,20 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	7.997.012.072,62
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	76.418,58

Art. 9. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 5)

Dit bedrag bestaat uit:

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	

b. naar het begrotingsjaar 2009 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2009 hebben de som van 8.354.668.000 euro voor de ordonnanciering van de uitgaven toegekend en verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 2). (in euro)

Ordonnancieringskredieten	59.069.000
Niet-gesplitste kredieten	8.295.599.000

Art. 11. Die uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden vermeerderd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 207.844.702,67 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 verdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3) :

Ordonnancieringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	207.844.702,67

Art. 12. Krachtens de vorige artikelen 10 en 11 bedragen de toegekende beschikbare totaaluitgavenmachtigingen voor het begrotingsjaar 2009 de som van 8.562.512.702,67 euro (bijlage tabel 2.2.3 kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt (in euro)

Ordonnancieringskredieten	59.069.000
Niet-gesplitste kredieten	8.503.443.702,67

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 13. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2009 bedragen 8.280.733.265,80 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5, 6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	16.768.449,93	38.177.959,55	54.946.409,48
Niet-gesplitste kredieten	122.752.211,57	8.103.034.644,75	8.225.786.856,32
Totaal	139.520.661,50	8.141.212.604,30	8.280.733.265,80

Art. 14. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 8.280.733.265,80 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	54.946.409,48
Niet-gesplitste kredieten	8.225.786.856,32

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

Art. 15. Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 16. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2009 van 281.779.436,87 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	4.122.590,52
Niet-gesplitste kredieten	277.656.846,35

Art. 17. Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2009 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 54.648.483,46 euro:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	54.648.483,46

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de tabel 2.2.6, kolom 2, van de bijlage.

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2009 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	4.122.590,52	86.433.373,89	90.555.964,41
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		245.871.955,92	245.871.955,92

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2009

Art. 19. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2009 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 7.997.088.491,20 euro

De uitgaven bedragen 8.280.733.265,80 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 283.644.744,60 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 20. De aangerekende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2009 de som van 72.335.284,14 euro (bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	72.062.244,72
Kapitaalontvangsten	273.039,42

§ 2. Vaststelling van de ordonnanceringsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 21. De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringsbegroting van het begrotingsjaar 2009 bedragen 72.335.284,14 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringsbegroting, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2009 81.866.595,05 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringsbegroting op de variabele kredieten 154.201.879,19 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringsbegroting, kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 27, 39, 40 en 47 van het decreet van 12 december 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2009 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

Art. 22. De ordonnanceringsbegroting aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2009 bedragen 64.382.745,50 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringsbegroting kolom 5).

Art. 23. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 21 en 22 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringsbegroting – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2009 89.819.133,69 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringsbegroting kolom 6). Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 24. De begrotingsdecreten van het jaar 2009 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt: (in euro)

- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0

(bijlage tabel 2.2.5, kolommen 2, 3).

Art. 25. Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2009 bedroeg -2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt (bijlage tabel 2.2.5 kolom 4).

Art. 26. Er werd geen uitgave aangerekend (bijlage tabel 2.2.5 kolom 5).

Er zijn dus geen uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd en waarvoor artikel 79 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing is (bijlage tabel 2.2.5, kolom 6).

Art. 27. Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de aangerekende uitgaven van het begrotingsjaar bedraagt 0 euro (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het beschikbare saldo van de uitgaven van het begrotingsjaar 2009, zoals bepaald in artikel 25 en de uitgaven opgenomen in artikel 26, bedraagt het op 31 december 2009 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo -2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 28. Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2009 (in euro):

Begroting sensu stricto: -283.644.774,60

Variabele kredieten: + 7.952.538,64

Afzonderlijke sectie: 0

Totaal: - 275.692.235,96

TWEDE DEEL. — *VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP*HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 29. De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 436.513.402,26 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2009 bedragen 517.206.707,40 euro.

Het beschikbare saldo op 1 januari van het jaar bedraagt 305.135.167,15 euro.

De ontvangsten van het jaar en het beschikbare saldo op 1 januari vormen een saldo voor de uitgaven van 2009 van 822.341.874,55 euro.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 30. De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 416.102.538,06 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 3).

De uitgaven bedragen 461.075.753,24 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5).

§ 3. Begrotingsresultaat

Art. 31. Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 56.130.954,46 euro.

Het op 31 december 2009 beschikbare saldo is vastgesteld op 361.266.121,31 euro; het zal worden overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

DEEL DRIE. — "CATEGORIE A" INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen (C.G.R.I.)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op

63.753.941,00

De aangerekende ontvangsten bedragen	63.110.132,45
Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten bedraagt	643.808,35
• UITGAVEN	
De kredieten die bij de begrotingsdecreten zijn toegewezen, bedragen	66.768.618,00
De toegerekende kosten bedragen	53.016.142,80
• RESULTAAT	
Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het C.G.R.I., op	10.093.989,65
- d.w.z. de jaarontvangsten van	63.110.132,45
- verminderd met de uitgaven, van	53.016.142,80
Begroting Egalisatiefonds (Fonds)	
• ONTVANGSTEN	
De vooruitzichten op	0
Aangerekende ontvangsten op	0
Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten, op	0
Kredieten die bij begrotingsdecreten zijn toegewezen, op	0
Aangerekende uitgaven, op	0
Het bedrag van de te annuleren kredieten, op	0
• RESULTAAT	
Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het Fonds, op	0
- of de ontvangsten van het jaar,	0
- minus de uitgaven, vanaf	0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting,
Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,
Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Voorstel van decreet, nr. 60-1. - Commissieverslag, nr. 60-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 60-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 april 2020.